Entre l'oubli et les problèmes sociaux

Autor(en): **Ortega, Jaime**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Actio : un magazine pour l'aide à la vie**

Band (Jahr): **95 (1986)**

Heft 5

PDF erstellt am: **28.04.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-682219

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Cinq mois après le désastre, l'opinion publique s'interroge: quelles sont les priorités de la reconstruction dans la région sinistrée? Jaime Ortega, journaliste, nous rapporte ce récit d'Armero.

*Jaime Ortega**

Cinq mois après

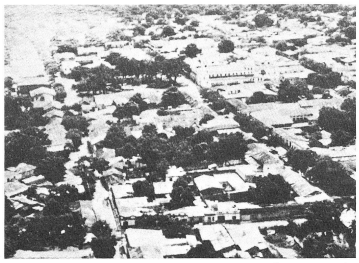
«Je ne sais plus où j'en suis, je reste seul avec un fils. Je n'ai plus de travail, je traîne chez des amis...» D'une voix étranglée, au milieu de cette étendue désolée qu'est devenue la ville d'Armero après la catastrophe du 13 novembre dernier, Teodulo, 42 ans, ébéniste, essaie de se rappeler l'endroit où sa femme et d'autres parents furent ensevelis. Il est l'un des 6000 survivants de la ville ayant échappé au fleuve de boue qui dévala les flancs du volcan Nevado del Ruiz (5439 mètres d'altitude) à la vitesse d'un torrent. Le bilan fut lourd: 21000 morts à Armero, pourtant située à 40 kilomètres du volcan, et 2000 dans la province voisine du Caldas. Les quatre rivières, prenant leur source sur le volcan, le Recio, le Lagunilla, l'Azufrado et le Guali ont débordé sous l'effet de l'éboulement. On compte en outre 3400 blessés et pas moins de 20000 sans abris.

Cinq mois après, la tragédie a été presque oubliée. Les images de la tragédie, qui fit d'Armero la Pompéi ou l'Herculanum de l'Amérique latine, ont fait rapidement place à celles de l'intense campagne électorale, à l'issue de laquelle le pays s'est donné 10000 nouveaux représentants dans les instances nationales et régionales, ainsi qu'un nouveau président. Le «show business» de la politique n'est pas le seul responsable de cette perte de mémoire collective. La Colombie est périodiquement perturbée par les soubresauts de sa vie politique et économique, caractérisée par le chômage, la malnutrition, l'insécurité et la violence. Des maux chroniques que la Colombie partage avec d'autres pays du tiers monde.

L'inquiétude demeure

Cinq mois après, les sujets d'inquiétude demeurent. Les dangers d'une nouvelle coulée pouvant entraîner, selon les estimations, quelque 400 millions de mètres cubes d'eau, ne sont pas à écarter. Ensuite, le problème de l'assistance aux rescapés reste entier. Maintenant que les morts sont enterrés et que les derniers blessés sortent de l'hôpital, les survivants, souvent sans abri et sans travail, attendent que l'on statue sur leur sort. Une longue procédure a été engagée, qui a débuté par le fastidieux travail d'identification des victimes, afin de leur redonner une existence légale. Chez les survivants, l'amertume et l'impatience face aux lenteurs des autorités, quelque peu dépassées par les événements, ont fait place aux sentiments d'horreur et d'affliction. Dans le cadre du plan économique d'urgence adopté par le gouvernement au début de l'année, plusieurs mesures ont été arrêtées: annulation des dettes, garantie de crédit pour les sinistrés et même libération des importations. Cette première stratégie d'action adoptée, le gouvernement a créé, avec l'appui de l'aide privée, un fonds baptisé «Resurgir», dont la tâche est de canaliser l'aide officielle destinée à faire renaître la région dévastée.

Plus que le risque d'une nouvelle éruption, ce sont les problèmes sociaux causés par la tragédie, tels que la dispersion des rescapés et la paralysie de l'économie qui constituent un obstacle à la reconstruction de la région. Les 20 millions de mètres cubes de boue ont ruiné Armero à tous les points de vue. Quelque 20000 hectares de terres fertiles pour la culture et l'élevage ont été touchés. La région sinistrée compte parmi l'une des plus riches de Colombie. Coton, bétail, riz, sorgho et café sont quelques-uns des produits les plus caractéristiques. Le docteur Guillermo Ruedo Montana, président de la Croix-Rouge colombienne, énonce les termes du défi de la reconstruction: «Armero avait une grande importance économique, la ville était le centre technologique, commercial et financier du nord de la Province de Tolima. Le problème sera difficile à résoudre. Il ne s'agit pas seulement de réinstaller les 10000 rescapés, dans l'attente d'un hébergement définitif. Il faut ressusciter la vie économique.»



Armero, avant...

...et après.

Armero: l'aide afflue mais...

Entre l'oubli et les problèmes sociaux

L'aide aux rescapés

Près de 7500 personnes sont actuellement prises en charge par la Croix-Rouge colombienne et ont été installées dans des hébergements situés non seulement dans les villes voisines de la zone du désastre, telles que Ibagué, Lérida, Guayabal, Honda, Mariquita et Manizales, mais aussi dans d'autres villes du pays, parfois très éloignées de la région sinistrée. Le docteur Ramiro Lozano, directeur de la Croix-Rouge du Tolima, l'un des principaux responsables des premières opérations de secours, reconnaît qu'une grave erreur a été commise lorsque l'on a séparé les familles des survivants: «Dans la double crainte d'une nouvelle coulée et d'une pénurie de places dans les hôpitaux voisins, les premiers rescapés ont été évacués d'une manière désordonnée et ont été dispersés aux quatre coins du pays, sans volonté de rassembler les familles».

Aujourd'hui encore, un service de recherches de personnes disparues fonctionne par l'intermédiaire de la télévision colombienne. D'autre part, plusieurs écoles n'ont pu reprendre leurs cours, parce que de nombreux bâtiments scolaires fonctionnent encore comme centres d'hébergement.

La Croix-Rouge colombienne offre quatre types d'assistance de base: logement, nourriture, santé et occupation. L'action de sauvetage accomplie par ses volontaires et par ceux de la défense civile a été reconnue tant en Colombie, qu'à l'étranger. Malgré cela, la presse se fait l'écho de quelques critiques formulées par les survivants et répandues dans certains secteurs de l'opinion.

Le camp de Guayabal: des conditions de vie difficiles.

Hangar du camp de Cambao: «Nous n'étions pas préparés pour faire face à une telle catastrophe.»

Les problèmes rencontrés

On reproche à la Croix-Rouge de ne pas avoir distribué l'aide internationale et d'avoir échangé les vêtements usés qu'elle a reçus contre des vivres. Les responsables de la Croix-Rouge ont réaffirmé qu'une telle opération était nécessaire par le fait que les besoins alimentaires des personnes prises en charge par la Croix-Rouge devaient être couverts. La Croix-Rouge colombienne a reçu en effet pour près de 5 millions de dollars de vêtements, médicaments et matériel de secours. Une grande partie des vêtements usagés était superflue et n'avait de toute façon pas été demandée par la Croix-Rouge colombienne. Autre exemple d'un envoi inutilisable: 9 containers en provenance de l'Extrême-Orient, remplis de vieux vêtements inappropriés au climat tropical de la région. Commentaire du docteur Rueda Montana: «On ne prête pas assez attention à l'appel que nous lançons au travers de la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge à Genève. Il faudrait que la Ligue examine sérieusement ce problème.»

Sur place, les esprits s'échauffent quelque peu devant le retard pris par l'action gouvernementale. Le délai de 90 jours, fixé par les règles de la Ligue et dans les limites duquel on doit porter assistance aux réfugiés sinistrés, logés dans les centres d'accueil et les camps, a été dépassé depuis longtemps. Selon le docteur Lozano, l'assistance de la Croix-Rouge, grâce aux moyens financiers fournis par la Ligue, durera jusqu'à ce que le gouvernement puisse prendre la relève. La Croix-Rouge colombienne dispose d'un grand nombre de volontaires, qui travaillent selon un roulement et qui reçoivent l'instruction nécessaire pour gérer un centre pour rescapés.

Parlons argent!

La Croix-Rouge colombienne déclare avoir reçu pour 475000 dollars de fonds d'origine colombienne. La Ligue

* Journaliste à Radio suisse internationale.

Pour de nombreuses victimes dans l'attente d'une solution, l'impatience et l'amertume des rescapés...

des sociétés de la Croix-Rouge à Genève, d'autre part, peut fournir un total de 4 millions de dollars pour des projets de reconstruction. Toute l'assistance fournie jusqu'à présent aux 10000 sinistrés l'a été au titre de l'aide internationale.

De son côté, Pedro Gomez, président de «Resurgir», rappelle que son organisation a reçu 3 millions et demi de dollars en plus de l'aide gouvernementale, et qu'elle a investi 2 millions de dollars dans le versement d'une indemnité journalière de 25 dollars aux sinistrés. En principe, cette indemnité sert à couvrir les besoins élémentaires de ces derniers. Elle devrait être interrompue au bout de quatre mois. Il s'agit d'éviter de faire des victimes d'Armero des assistés, attendant à date fixe le versement d'un subside. Les responsables de l'aide souhaitent au contraire que la population se réinsère rapidement dans le circuit économique normal. Déjà la Croix-Rouge travaille en étroite collaboration avec d'autres organisations colombiennes spécialisées dans la formation professionnelle. Il s'agit par exemple de favoriser la création de micro-entreprises où serait utilisée l'expérience professionnelle de certains sinistrés (salons de coiffure, boulangeries, maroquineries, ateliers de couture, menuiseries). Le but de l'opération est de redonner aux sinistrés d'Armero une certaine confiance en eux-mêmes, et leur permettre de se remettre sur les rails d'une vie normale.

Selon «Resurgir», l'avenir s'éclaircit et les solutions commencent à apparaître. A l'origine, on avait pensé rebâtir une ville entièrement nouvelle, à 9 km du site d'Armero. Les responsables de l'aide s'orientent désormais vers un projet plus réaliste de développement des localités existantes, comme Lérida ou Guayabal.

Pour l'avenir

«Resurgir» devrait disparaître à la fin de l'année. Ses responsables expriment leur optimisme dans l'avenir et prévoient que d'ici deux ans, toute la zone ravagée de Tolima sera reconstruite. L'optimisme est également de rigueur dans l'administration. Le gouverneur de la province, M. Eduardo Alzate, reconnaît l'état d'impréparation de la province avant la catastrophe. La catastrophe d'Armero aura mis en lumière les carences dans les domaines de la prévention et de l'intervention.

Tout le monde se souvient encore de ces images poignantes de l'agonie d'Omayra Sanchez, la petite fille morte après une agonie de 72 heures, prisonnière des décombres de sa maison. Certains voudraient que la ville nouvelle soit précisément rebaptisée «Omayra Sanchez». A l'exception de quelques arbres, Armero n'est plus qu'un désert d'une dizaine de kilomètres carrés, régulièrement parcouru par quelques pillards. Sur décision gouvernementale, Armero deviendra une sorte de grand enclos, une sorte de cimetière qui sera béni par Jean-Paul II, lors de sa visite en juin prochain.

Aujourd'hui, la population s'est attelée à la reconstruction. Bâtiments publics, écoles, dispensaires, logements doivent être reconstruits en tenant compte de nouvelles normes de prévention et en dehors des zones à hauts risques, soigneusement répertoriées. Mais il y a encore de nombreux problèmes structurels à résoudre.

Ce qui reste d'Armero rappellera aux survivants toute la force destructrice du volcan, avec laquelle il faudra compter. Le directeur de «Resurgir» résume ainsi l'une des leçons retirées de la catastrophe: «La Colombie est un pays en profonde mutation, jusque dans ses fondements géologiques et physiques. Nous devons être capables de prévenir des catastrophes similaires.» □

ARMERO: QUE FAIT LA CROIX-ROUGE SUISSE?

Dès l'annonce de la catastrophe, la Croix-Rouge suisse a envoyé sur place 1000 tentes, destinées à l'hébergement des rescapés. Actuellement, la Croix-Rouge suisse procède à l'évaluation des projets possibles de reconstruction et de réhabilitation, pouvant contribuer à une amélioration structurelle à long terme.

Distribution de nourriture dans le camp de Lérida.